

283458-2026 - Licitación

Francia – Servicios TI: consultoría, desarrollo de software, Internet y apoyo – Marché Cadre Evaluation Tiers (périmètre élargi)

OJ S 80/2026 24/04/2026

Anuncio de contrato o de concesión. Régimen normal

Servicios

1. Comprador

1.1. Comprador

Denominación oficial: Réseau de Transport d'Electricité (RTE)

Correo electrónico: juan-carlos.montenegro@rte-france.com

Naturaleza jurídica del comprador: Empresa pública

Actividad de la entidad adjudicadora: Actividades relacionadas con la electricidad

2. Procedimiento

2.1. Procedimiento

Título: Marché Cadre Evaluation Tiers (périmètre élargi)

Descripción: Description détaillée des différents lots : Concernant le lot 1 sur l'évaluation de l'intégrité des tiers : Le présent achat s'inscrit dans le cadre des obligations d'éthique des affaires auxquelles est soumis RTE, qui doit notamment évaluer l'intégrité de ses parties prenantes. La loi du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite « Sapin II », décrit les obligations générales de prévention et de détection de faits, en France ou à l'étranger, de corruption ou de trafic d'influence. Il est notamment prévu la mise en œuvre au sein des entreprises concernées de procédures d'évaluation de la situation des clients, fournisseurs de premier rang et intermédiaires. La loi du 27 mars 2017 relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre impose d'établir et de mettre en œuvre un plan de vigilance comportant les mesures de vigilance raisonnable propres à identifier les risques et à prévenir les atteintes graves envers les droits humains et les libertés fondamentales, la santé et la sécurité des personnes ainsi que l'environnement. Il est notamment prévu la mise en œuvre de procédures d'évaluation régulière de la situation des filiales, des sous-traitants ou fournisseurs avec lesquels est entretenue une relation commerciale établie, qui sont également visés par le plan de vigilance. Il l'appartient également à RTE de suivre ses risques en matière de « compliance financière » (blanchiment d'argent, financement du terrorisme...) et en matière de « compliance internationale » (embargos et sanctions internationales, contrôle des exportations...). Concernant le lot 2 sur la partie RSE : L'outil devra intégrer un module dédié aux due diligences RSE et droits humains, pleinement interopéré avec le dispositif existant d'évaluation de l'intégrité des tiers. Ce module devra permettre, pour chaque tiers et sa chaîne d'approvisionnement, d'identifier et d'évaluer les risques d'atteintes aux droits humains (notamment, travail forcé, travail des enfants, discriminations, atteintes aux libertés syndicales, conditions de travail et d'hébergement), à la santé sécurité des personnes et à l'environnement, en cohérence avec les obligations légales du devoir de vigilance et les meilleures pratiques de due diligence RSE. Le module devra enfin permettre la production de reporting consolidés (cartographie des risques RSE / droits humains par pays, par catégorie d'achats, par niveau de criticité) et d'indicateurs clés nécessaires au suivi du plan de vigilance et aux exigences de reporting extra financier, en particulier celles issues de l'article L.225-102-4

du Code de commerce et de la directive (UE) 2024/1760. Concernant le lot 3 sur la partie veille, Sourcing et API : Il sera divisé en plusieurs modules : Module 1 : concernera la surveillance, les rapports d'analyse financière pour les entreprises françaises et étrangères avec la validation, par l'utilisateur administrateur, lors d'une commande d'une enquête approfondie. RTE souhaite avoir accès à une plateforme de consultation de données financières d'entreprises françaises et étrangères, avec la possibilité d'extraire sous forme de rapport (PDF, Excel ou autre) ces données. Les entreprises consultées pourraient concerner les tiers sous surveillance ou d'autres entreprises. Module 2 : concernera le sourcing d'entreprises françaises et étrangères, ainsi que sur la réception de la liste de toutes les sociétés françaises et étrangères avec des participations à leur capital dès le premier euro du groupe EDF ainsi que de toutes les sociétés françaises avec des participations à leur capital dès le premier euro du groupe Caisse des Dépôts et Consignations. Module 3 : concernera le connecteur API entre les données des entreprises et les outils RTE (Contrôle automatisé de la base de données clients/fournisseurs).

Identificador del procedimiento: 9fa01c29-5d6c-4f3e-81cd-721563ee7a18

Identificador interno: 24881

Tipo de procedimiento: Negociado con publicación previa de un anuncio de licitación / licitación con negociación

El procedimiento está acelerado: no

2.1.1. Finalidad

Naturaleza del contrato: Servicios

Clasificación principal (cpv): 72000000 Servicios TI: consultoría, desarrollo de software, Internet y apoyo

2.1.2. Lugar de ejecución

Dirección postal: 7 place du Dôme

Localidad: Paris La Defense CEDEX

Código postal: 92073

Subdivisión del país (NUTS): Hauts-de-Seine (FR105)

País: Francia

2.1.4. Información general

Información complementaria: Pas de répartition de parts de marché puisque mono attributaire par lot Seule la sous-traitance de niveau 1 est autorisée Tous types de GME sont autorisés (solidaire ou conjoint). Un fournisseur ne peut remettre qu'une offre, individuellement ou dans le cadre d'un seul groupement. Les variantes sont acceptées. Les soumissionnaires devront remettre une offre de base pour pouvoir remettre une variante. Les variantes peuvent concerner des services additionnelles (accès bases de données, formations spécifiques et e-learning...). 3 CCTP sont fournis dès la phase aptitude afin de permettre aux candidats de se positionner sur l'avis de marché ou PAS

Base jurídica:

Directiva 2014/25/UE

2.1.5. Condiciones de la contratación pública

Condiciones de presentación:

Número máximo de lotes a los que un licitador puede presentar ofertas: 3

El licitador debe presentar ofertas para todos los lotes

Condiciones del contrato:

Número máximo de lotes por los que se pueden adjudicar contratos a un solo licitador: 3

2.1.6. Motivos de exclusión

Fuentes de los motivos de exclusión: Anuncio

Incumplimiento de obligaciones basadas en motivos de exclusión puramente nacionales: « Le candidat fournit une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée, pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusions de la procédure de passation des marchés soumis à la commande publique, mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11. Il s'agit sans être exhaustif : 1.1) des peines prononcées par un juge pénal relatives à la corruption au sens large, la concussion, le trafic d'influence, la prise illégale d'intérêt, l'escroquerie, l'abus de confiance, le faux et usage de faux, le blanchiment, la participation à une association de malfaiteur, pour acte de terrorisme, pour stupéfiants ; 1.2) des défauts de régularité au regard des obligations sociales ou fiscales, constatés soit par un juge, soit par les administrations chargées du recouvrement des impôts, cotisations et contributions sociales, soit par les services d'inspection du travail et assimilés ; 1.3) des états de liquidations judiciaires, de faillites, de redressement judiciaire ne justifiant pas de l'habilitation à poursuivre les activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public, ou ne bénéficiant pas d'un plan de redressement, constatées par le tribunal de commerce ; 1.4) de la violation des règles relatives à la lutte contre le travail illégal, constatées par les services de l'inspection du travail et assimilés ou rapportés par ces derniers aux représentants de l'État. 2) (pour les entreprises de plus de 20 salariés) et qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. 3) Pour les candidats établis HORS de France : fournir une déclaration sur l'honneur de paiement des sommes dues au titre des amendes pour non déclaration de travailleurs détachés (R.2143-8 du Code de la commande publique et R.1263-12 du Code du travail). 4) ne pas être dans l'un des cas prévus au 1° de l'article 5 du décret n°2022/576 du 8 avril 2022 du Conseil de l'Union européenne concernant les mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine

5. Lote

5.1. Lote: LOT-0006

Título: Lot 1 Evaluation des tiers

Descripción: Le Titulaire répond aux besoins suivants : Pour le lot 1 : Répondre aux obligations de la loi du 9 décembre 2016 dite loi Sapin 2 imposant à RTE d'évaluer l'intégrité de ses tiers (fournisseurs, clients, intermédiaires etc.) et de la loi n° 2017-399 du 27 mars 2017 relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre qui prévoit la mise en œuvre effective de procédure d'évaluation régulière de la situation des sous-traitants et des fournisseurs avec lesquels est entretenue une relation commerciale établie, lorsque ces activités sont rattachées à cette relation. Dont à minima: RTE a besoin de recourir à une solution d'évaluation des tiers basée sur un système d'information en mode SaaS permettant le traitement et la gestion des tiers. Cet outil a pour objectif de collecter les informations permettant d'apprécier le risque d'intégrité de nos tiers, afin de satisfaire à l'obligation d'évaluation de risques en matière d'éthique des affaires qui s'impose à RTE : o Identité des tiers ; o Actionnariat et bénéficiaires effectifs ; o Intégrité et réputation ; o Interaction avec des agents publics ou des personnes politiquement exposées (PPE).
Identificador interno: 24881-1

5.1.1. Finalidad

Naturaleza del contrato: Servicios

Clasificación principal (cpv): 72000000 Servicios TI: consultoría, desarrollo de software, Internet y apoyo

Opciones:

Descripción de las opciones: option de durée de 5 fois 1 an

5.1.2. Lugar de ejecución

Dirección postal: 7C, place du Dôme

Localidad: Paris La Défense CEDEX

Código postal: 92073

Subdivisión del país (NUTS): Hauts-de-Seine (FR105)

País: Francia

5.1.3. Duración estimada

Fecha de inicio: 30/10/2026

Duración: 3 Años

5.1.4. Renovación

Número máximo de renovaciones: 5

5.1.5. Valor

Valor máximo del acuerdo marco: 186 500,00 EUR

5.1.6. Información general

Participación reservada:

La participación no está reservada.

Deben indicarse los nombres y las cualificaciones profesionales del personal encargado de ejecutar el contrato: Requisito en oferta

Proyecto de contratación pública no financiado con fondos de la UE

La contratación pública está cubierta por el Acuerdo sobre Contratación Pública (ACP): sí

Esta contratación también es adecuada para las pequeñas y medianas empresas (pymes): sí

Información complementaria: Validité de l'offre limitée à 6 mois

5.1.9. Criterios de selección

Fuentes de los criterios de selección: Anuncio

Criterio: Otros requisitos económicos o financieros

Descripción del criterio de selección: Aptitude à exercer l'activité professionnelle Le candidat devra adresser avec sa demande de participation les imprimés DC1 et DC2 dûment complétés et signés. Ces documents sont à se procurer à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

1) Pour les candidats établis "en France" : - la transmission du numéro unique d'identification (SIREN) délivré par l'INSEE, ou bien Carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers (original ou copie) datant de moins de 3 mois par rapport à la date limite de réponse ou un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes morales ou physiques en cours d'inscription. 2) Pour les candidats établis "hors de France" : - un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ou, pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de 3 mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre. - un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France. - une déclaration sur l'honneur de paiement des sommes dues au titre des amendes pour non-déclaration de travailleurs détachés (R.2143-8 du Code de la commande publique et R.1263-12 du Code du travail). Pour tous les candidats : 1) (pour les entreprises de plus de 20 salariés) qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. 2) ne pas être dans l'un des cas prévus au 1° de l'article 5 duodecies du règlement n°2022/576 du 8 avril

2022 du Conseil de l'Union européenne concernant les mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine 3) Candidat faisant partie du groupe EDF ou du groupe de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) Afin de s'assurer du respect des dispositions des articles L111-10 et suivants du code de l'Energie, un candidat ou un membre du groupement contrôlé directement ou indirectement par une société par EDF ou la CDC devra produire dans son dossier de candidature une déclaration indiquant le détail du lien capitalistique avec l'une des sociétés précitées Ces éléments produits en langue française sont à fournir par les candidats individuels, par chacun des membres d'un groupement candidat et, le cas échéant, par les sous-traitants présentés.

Los criterios se utilizarán para seleccionar a los candidatos que serán invitados a la segunda fase del procedimiento

Criterio: Otros requisitos económicos o financieros

Descripción del criterio de selección: Capacité économique et financière : Bilans ou extraits de bilan - fournir un bilan et un compte de résultats (ou à défaut un rapport d'activité) sur les trois derniers exercices démontrant la solvabilité de leur entreprise ; Banque et assurances Le candidat doit fournir les déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents. Le candidat doit fournir la liste des éventuelles opérations de rachats ou de fusions de sociétés sur les 3 dernières années.

Capacité technique et professionnelle Le candidat doit fournir un dossier de candidature reprenant : une présentation succincte de la société (raison sociale, adresse, identifiant TVA, SIRET, Code NAF, domaines d'interventions, chiffre d'affaires global réalisé en France et dans le monde lors des 3 dernières années, références...). - Par ailleurs, le candidat indique dans ce même document autoportant les éléments suivants : o L'effectif total de la société, au global et en France o Le taux de renouvellement du personnel sur les 3 dernières années o La constitution du groupement d'entreprises (le cas échéant) Aptitude technique et professionnelle : L'avis au JOUE prévoit les critères d'aptitudes suivants : - Présenter des références clients (si possible) et le nombre d'années d'expérience dans le marché ; - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique ; - Bilans ou extraits de bilan, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi. Il n'est pas prévu de critères de sélection. La liste longue sera égale à la liste courte. Cependant, une recevabilité technique (PASS or FAIL) est prévue en amont de valider les fournisseurs aptes à participer à la consultation (dont une soutenance technique aura lieu dans le bureaux du siège social de RTE): - Le candidat doit disposer d'une solution de type « SaaS » (Software as A Service) : le service est hébergé en externe du SI de RTE sous la responsabilité du titulaire. Fournir des éléments permettant de justifier l'existence de cette solution ; - La solution doit être accessible en client léger via un navigateur supporté par RTE à savoir Edge Chromium ; - Disposer d'une solution exploitable en langue française ; hotline et documentation, y compris ; - La solution est mise à disposition de RTE et de ses filiales et permet la création de comptes utilisateurs dédiés aux équipes de chaque entité du groupe RTE qui en fait la demande ; - Avoir à minima un interlocuteur commercial francophone pour une communication à l'oral et à l'écrit en français.

Los criterios se utilizarán para seleccionar a los candidatos que serán invitados a la segunda fase del procedimiento

Información sobre la segunda fase de un procedimiento de dos fases:

Número mínimo de candidatos que serán invitados a la segunda fase del procedimiento: 0

Número máximo de candidatos que serán invitados a la segunda fase del procedimiento: 0

El procedimiento se desarrollará en fases sucesivas. En cada fase, pueden eliminarse algunos participantes

5.1.10. Criterios de adjudicación

Criterio:

Tipo: Precio

Descripción: BPU toute options incluses - définis dans le document de la consultation

Categoría del criterio de adjudicación de peso: Ponderación (puntos, exacto)

Criterio de adjudicación: número: 40

Criterio:

Tipo: Calidad

Descripción: Note technique - critères de mieux-disance définis dans le document de la consultation

Categoría del criterio de adjudicación de peso: Ponderación (puntos, exacto)

Criterio de adjudicación: número: 50

Criterio:

Tipo: Calidad

Descripción: Note technique RSE - critères de mieux-disance RSE définis dans le document de la consultation

Categoría del criterio de adjudicación de peso: Ponderación (puntos, exacto)

Criterio de adjudicación: número: 10

5.1.11. Pliegos de contratación

El acceso a determinados documentos de contratación está restringido

Justificación de la restricción del acceso a determinados pliegos de contratación: Protección de información particularmente sensible

Plazo para solicitar información complementaria: 11/05/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Hora de Europa Oriental, hora de verano de Europa Central

La información sobre los documentos restringidos está disponible en: <http://rte-france.bravosolution.com>

5.1.12. Condiciones de la contratación pública

Condiciones de presentación:

Presentación electrónica: Obligatoria

Dirección para la presentación: <http://rte-france.bravosolution.com>

Lenguas en las que pueden presentarse las ofertas o solicitudes de participación: francés

Catálogo electrónico: No autorizada

Variantes: Permitida

Los licitadores pueden presentar más de una oferta: No autorizada

Plazo de recepción de solicitudes de participación: 15/05/2026 17:00:00 (UTC+02:00) Hora de Europa Oriental, hora de verano de Europa Central

Condiciones del contrato:

La ejecución del contrato debe realizarse en el marco de programas de empleo protegido: No

Condiciones relativas a la ejecución del contrato: VOIR DOCUMENT DE MARCHÉ - définis dans le document de la consultation (RFQ)

Es necesario un acuerdo de confidencialidad: sí

Información adicional sobre el acuerdo de confidencialidad: l'adresse de la plate-forme achats : <https://rte-france.bravosolution.com>

Facturación electrónica: Permitida

Forma jurídica que deba adoptar un grupo de licitadores que resulte adjudicatario de un contrato: RTE se réserve le droit de demander au groupement sa transformation en

groupement solidaire ou avec mandataire solidaire lors de l'attribution du marché, dans la mesure où cette transformation est nécessaire à la bonne exécution du marché. En cas de candidature en groupement, l'ensemble des pièces demandées aux III.1.1) à III.1.3) doit être fourni par chacun de ses membres. Sauf cas prévus à l'article R. 2142-26 du Code de la Commande Publique, la composition du groupement candidat à un avis d'appel à la concurrence ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Estructura financiera: Financement sur ressources propres. Paiement à 49 jours à compter de la date d'émission de la facture » (sauf réglementation particulière en terme de délai de paiement relative à l'activité).

5.1.15. Técnicas

Acuerdo marco:

Acuerdo marco sin convocatoria de nueva licitación

Número máximo de participantes: 3

Información sobre el sistema dinámico de adquisición:

Ningún sistema dinámico de adquisición

5.1.16. Información adicional, mediación y recurso

Organización encargada de los procedimientos de recurso: Tribunal Judiciaire de Nanterre
Información sobre los plazos de revisión: Référé précontractuel prévu aux articles 5 et suivants de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique. Le recours doit être formé avant la conclusion du contrat. Référé contractuel prévu aux articles 11 et suivants de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique. Le recours doit être formé au plus tard le trente et unième jour suivant la publication au Journal officiel de l'Union européenne de l'avis d'attribution du contrat ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat. En l'absence de la publication d'avis ou de la notification, la juridiction peut être saisie jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat en vertu de l'article 1441-3 du code de procédure civile.

Organización que proporciona información adicional sobre el procedimiento de contratación: Réseau de Transport d'Electricité (RTE)

Organización que proporciona acceso fuera de línea a los documentos de la contratación: Réseau de Transport d'Electricité (RTE)

Organización que proporciona más información sobre los procedimientos de recurso: Tribunal Judiciaire de Nanterre

Organización que recibe solicitudes de participación: Réseau de Transport d'Electricité (RTE)

Organización que tramita ofertas: Réseau de Transport d'Electricité (RTE)

5.1. Lote: LOT-0007

Título: Lot 2 Evaluation RSE

Descripción: Le Titulaire répond aux besoins suivants : Pour le lot 2: L'outil devra intégrer un module dédié aux due diligences RSE et droits humains, pleinement interopéré avec le dispositif existant d'évaluation de l'intégrité des tiers. Ce module devra permettre, pour chaque tiers et sa chaîne d'approvisionnement, d'identifier et d'évaluer les risques d'atteintes aux droits humains (notamment, travail forcé, travail des enfants, discriminations, atteintes aux libertés syndicales, conditions de travail et d'hébergement), à la santé sécurité des personnes et à l'environnement, en cohérence avec les obligations légales du devoir de vigilance et les meilleures pratiques de due diligence RSE. Le module devra enfin permettre la production de

reporting consolidés (cartographie des risques RSE / droits humains par pays, par catégorie d'achats, par niveau de criticité) et d'indicateurs clés nécessaires au suivi du plan de vigilance et aux exigences de reporting extra financier, en particulier celles issues de l'article L.225-102-4 du Code de commerce et de la directive (UE) 2024/1760. L'outil devra proposer des fonctionnalités standard de questionnaires RSE / droits humains paramétrables par typologie de tiers et zone géographique, de collecte et archivage sécurisé des justificatifs (politiques RSE, certifications, audits, plans d'action), de scoring ou de catégorisation des risques, d'alertes et de plans de mitigation associés, ainsi qu'un historique des revues permettant de tracer l'ensemble des analyses réalisées. Les procédures d'évaluation des tiers se traduisent par la mise en œuvre d'évaluations consistant, sur le fondement de la cartographie des risques de corruption et de la cartographie des risques du plan de vigilance, ainsi que des risques en matière de compliance financière et internationale, à apprécier le risque spécifique induit par la relation entretenue ou qu'il est envisagé d'entretenir avec un tiers donné. Ces évaluations sont également connues sous les termes de « due diligences ». Les évaluations se traduisent par la collecte d'informations et de documents sur les tiers, en priorité sur ceux identifiés dans les cartographies des risques comme présentant un risque en matière d'intégrité, afin d'identifier (ou d'actualiser) et d'apprécier les risques auxquels s'expose l'organisation qui entre en relation ou poursuit une relation avec ces tiers. Pour l'aider à répondre à ces obligations, RTE a besoin de recourir à une solution d'évaluation des tiers basée sur un système d'information en mode SaaS permettant le traitement et la gestion des tiers. Cet outil a pour objectif de collecter les informations permettant d'apprécier le risque d'intégrité de nos tiers, afin de satisfaire à l'obligation d'évaluation de risques en matière d'éthique des affaires qui s'impose à RTE : - Identité des tiers ; - Actionnariat et bénéficiaires effectifs ; - Intégrité : vérification de la présence du tiers ou de ses bénéficiaires effectifs, de ses dirigeants ou de ses administrateurs, sur les listes des personnes physiques et morales sanctionnées, (notamment la liste des personnes exclues des marchés publics financés par les banques de développement ainsi que la liste des personnes sous sanctions financières et internationales des ministères économiques et financiers et les autorités européennes ou organisations internationales) ; - Interaction avec des agents publics ou des personnes politiquement exposées (PPE).

Identificador interno: 24881-2

5.1.1. Finalidad

Naturaleza del contrato: Servicios

Clasificación principal (cpv): 72000000 Servicios TI: consultoría, desarrollo de software, Internet y apoyo

Opciones:

Descripción de las opciones: option de durée de 5 fois 1 an

5.1.2. Lugar de ejecución

Dirección postal: 7C, place du Dôme

Localidad: Paris La Défense CEDEX

Código postal: 92073

Subdivisión del país (NUTS): Hauts-de-Seine (FR105)

País: Francia

5.1.3. Duración estimada

Fecha de inicio: 30/10/2026

Duración: 3 Años

5.1.4. Renovación

Número máximo de renovaciones: 5

5.1.5. Valor

Valor máximo del acuerdo marco: 111 750,00 EUR

5.1.6. Información general

Participación reservada:

La participación no está reservada.

Deben indicarse los nombres y las cualificaciones profesionales del personal encargado de ejecutar el contrato: Requisito en oferta

Proyecto de contratación pública no financiado con fondos de la UE

La contratación pública está cubierta por el Acuerdo sobre Contratación Pública (ACP): sí

Esta contratación también es adecuada para las pequeñas y medianas empresas (pymes): sí

Información complementaria: Validité de l'offre limitée à 6 mois

5.1.9. Criterios de selección

Fuentes de los criterios de selección: Anuncio

Criterio: Otros requisitos económicos o financieros

Descripción del criterio de selección: Aptitude à exercer l'activité professionnelle Le candidat devra adresser avec sa demande de participation les imprimés DC1 et DC2 dûment complétés et signés. Ces documents sont à se procurer à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> 1) Pour les candidats établis "en France" : - la transmission du numéro unique d'identification (SIREN) délivré par l'INSEE, ou bien Carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers (original ou copie) datant de moins de 3 mois par rapport à la date limite de réponse ou un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes morales ou physiques en cours d'inscription. 2) Pour les candidats établis "hors de France" : - un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ou, pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de 3 mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre. -un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France. - une déclaration sur l'honneur de paiement des sommes dues au titre des amendes pour non-déclaration de travailleurs détachés (R.2143-8 du Code de la commande publique et R.1263-12 du Code du travail). Pour tous les candidats : 1) (pour les entreprises de plus de 20 salariés) qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. 2) ne pas être dans l'un des cas prévus au 1° de l'article 5 duodecies du règlement n°2022/576 du 8 avril 2022 du Conseil de l'Union européenne concernant les mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine 3) Candidat faisant partie du groupe EDF ou du groupe de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) Afin de s'assurer du respect des dispositions des articles L111-10 et suivants du code de l'Energie, un candidat ou un membre du groupement contrôlé directement ou indirectement par une société par EDF ou la CDC devra produire dans son dossier de candidature une déclaration indiquant le détail du lien capitalistique avec l'une des sociétés précitées Ces éléments produits en langue française sont à fournir par les candidats individuels, par chacun des membres d'un groupement candidat et, le cas échéant, par les sous-traitants présentés.

Los criterios se utilizarán para seleccionar a los candidatos que serán invitados a la segunda fase del procedimiento

Criterio: Otros requisitos económicos o financieros

Descripción del criterio de selección: Capacité économique et financière : Bilans ou extraits de bilan - fournir un bilan et un compte de résultats (ou à défaut un rapport d'activité) sur les trois derniers exercices démontrant la solvabilité de leur entreprise ; Banque et assurances Le candidat doit fournir les déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents. Le candidat doit fournir la liste des éventuelles opérations de rachats ou de fusions de sociétés sur les 3 dernières années. Capacité technique et professionnelle Le candidat doit fournir un dossier de candidature reprenant : une présentation succincte de la société (raison sociale, adresse, identifiant TVA, SIRET, Code NAF, domaines d'interventions, chiffre d'affaires global réalisé en France et dans le monde lors des 3 dernières années, références...). - Par ailleurs, le candidat indique dans ce même document autoportant les éléments suivants : o L'effectif total de la société, au global et en France o Le taux de renouvellement du personnel sur les 3 dernières années o La constitution du groupement d'entreprises (le cas échéant) Aptitude technique et professionnelle : L'avis au JOUE prévoit les critères d'aptitudes suivants : - Présenter des références clients (si possible) et le nombre d'années d'expérience dans le marché ; - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique ; - Bilans ou extraits de bilan, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi. Il n'est pas prévu de critères de sélection. La liste longue sera égale à la liste courte. Cependant, une recevabilité technique (PASS or FAIL) est prévue en amont de valider les fournisseurs aptes à participer à la consultation (dont une soutenance technique aura lieu dans le bureaux du siège social de RTE): - Le candidat doit disposer d'une solution de type « SaaS » (Software as A Service) : le service est hébergé en externe du SI de RTE sous la responsabilité du titulaire. Fournir des éléments permettant de justifier l'existence de cette solution ; - La solution doit être accessible en client léger via un navigateur supporté par RTE à savoir Edge Chromium ; - Disposer d'une solution exploitable en langue française ; hotline et documentation, y compris ; - La solution est mise à disposition de RTE et de ses filiales et permet la création de comptes utilisateurs dédiés aux équipes de chaque entité du groupe RTE qui en fait la demande ; - Avoir à minima un interlocuteur commercial francophone pour une communication à l'oral et à l'écrit en français.

Los criterios se utilizarán para seleccionar a los candidatos que serán invitados a la segunda fase del procedimiento

Información sobre la segunda fase de un procedimiento de dos fases:

Número mínimo de candidatos que serán invitados a la segunda fase del procedimiento: 0

Número máximo de candidatos que serán invitados a la segunda fase del procedimiento: 0

El procedimiento se desarrollará en fases sucesivas. En cada fase, pueden eliminarse algunos participantes

5.1.10. Criterios de adjudicación

Criterio:

Tipo: Precio

Descripción: BPU toute options incluses - définis dans le document de la consultation

Categoría del criterio de adjudicación de peso: Ponderación (puntos, exacto)

Criterio de adjudicación: número: 40

Criterio:

Tipo: Calidad

Descripción: Note technique critères de mieux-disance - définis dans le document de la consultation

Categoría del criterio de adjudicación de peso: Ponderación (puntos, exacto)

Criterio de adjudicación: número: 50

Criterio:

Tipo: Calidad

Descripción: Note technique critères RSE - définis dans le document de la consultation

Categoría del criterio de adjudicación de peso: Ponderación (puntos, exacto)

Criterio de adjudicación: número: 10

5.1.11. Pliegos de contratación

El acceso a determinados documentos de contratación está restringido

Justificación de la restricción del acceso a determinados pliegos de contratación: Protección de información particularmente sensible

Lenguas en las que los pliegos de contratación están disponibles oficialmente: francés

Plazo para solicitar información complementaria: 11/05/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Hora de Europa Oriental, hora de verano de Europa Central

La información sobre los documentos restringidos está disponible en: <http://rte-france.bravosolution.com>

5.1.12. Condiciones de la contratación pública

Condiciones de presentación:

Presentación electrónica: Obligatoria

Dirección para la presentación: <http://rte-france.bravosolution.com>

Lenguas en las que pueden presentarse las ofertas o solicitudes de participación: francés

Catálogo electrónico: No autorizada

Variantes: Permitida

Los licitadores pueden presentar más de una oferta: No autorizada

Plazo de recepción de solicitudes de participación: 15/05/2026 17:00:00 (UTC+02:00) Hora de Europa Oriental, hora de verano de Europa Central

Condiciones del contrato:

La ejecución del contrato debe realizarse en el marco de programas de empleo protegido: No

Condiciones relativas a la ejecución del contrato: VOIR DOCUMENT DE MARCHÉ

Es necesario un acuerdo de confidencialidad: sí

Información adicional sobre el acuerdo de confidencialidad: l'adresse de la plate-forme achats : <https://rte-france.bravosolution.com>

Facturación electrónica: Permitida

Forma jurídica que deba adoptar un grupo de licitadores que resulte adjudicatario de un contrato: RTE se réserve le droit de demander au groupement sa transformation en groupement solidaire ou avec mandataire solidaire lors de l'attribution du marché, dans la mesure où cette transformation est nécessaire à la bonne exécution du marché. En cas de candidature en groupement, l'ensemble des pièces demandées aux III.1.1) à III.1.3) doit être fourni par chacun de ses membres. Sauf cas prévus à l'article R. 2142-26 du Code de la Commande Publique, la composition du groupement candidat à un avis d'appel à la concurrence ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Estructura financiera: Financement sur ressources propres. Paiement à 49 jours à compter de la date d'émission de la facture » (sauf réglementation particulière en terme de délai de paiement relative à l'activité).

5.1.15. Técnicas

Acuerdo marco:

Acuerdo marco sin convocatoria de nueva licitación

Número máximo de participantes: 3

Información sobre el sistema dinámico de adquisición:

Ningún sistema dinámico de adquisición

5.1.16. Información adicional, mediación y recurso

Organización encargada de los procedimientos de recurso: Tribunal Judiciaire de Nanterre
Información sobre los plazos de revisión: Référé précontractuel prévu aux articles 5 et suivants de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique. Le recours doit être formé avant la conclusion du contrat. Référé contractuel prévu aux articles 11 et suivants de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique. Le recours doit être formé au plus tard le trente et unième jour suivant la publication au Journal officiel de l'Union européenne de l'avis d'attribution du contrat ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat. En l'absence de la publication d'avis ou de la notification, la juridiction peut être saisie jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat en vertu de l'article 1441-3 du code de procédure civile.

Organización que proporciona información adicional sobre el procedimiento de contratación: Réseau de Transport d'Electricité (RTE)

Organización que proporciona acceso fuera de línea a los documentos de la contratación: Réseau de Transport d'Electricité (RTE)

Organización que proporciona más información sobre los procedimientos de recurso: Tribunal Judiciaire de Nanterre

Organización que recibe solicitudes de participación: Réseau de Transport d'Electricité (RTE)

Organización que tramita ofertas: Réseau de Transport d'Electricité (RTE)

5.1. Lote: LOT-0008

Título: Lot 3 Veille, Sourcing et API

Descripción: Le Titulaire répond aux besoins suivants : Pour le lot 3: Il sera divisé en plusieurs modules : - Module 1 : concernera la surveillance, les rapports d'analyse financière pour les entreprises françaises et étrangères avec la validation, par l'utilisateur administrateur, lors d'une commande d'une enquête approfondie. RTE souhaite avoir accès à une plateforme de consultation de données financières d'entreprises françaises et étrangères, avec la possibilité d'extraire sous forme de rapport (PDF, Excel ou autre) ces données. Les entreprises consultées pourraient concerner les tiers sous surveillance ou d'autres entreprises. - Module 2 : concernera le sourcing d'entreprises françaises et étrangères, ainsi que sur la réception de la liste de toutes les sociétés françaises et étrangères avec des participations à leur capital dès le premier euro du groupe EDF ainsi que de toutes les sociétés françaises avec des participations à leur capital dès le premier euro du groupe Caisse des Dépôts et Consignations. - Module 3 : concernera le connecteur API entre les données des entreprises et les outils RTE (Contrôle automatisé de la base de données clients/fournisseurs).

Identificador interno: 24881-3

5.1.1. Finalidad

Naturaleza del contrato: Servicios

Clasificación principal (cpv): 72000000 Servicios TI: consultoría, desarrollo de software, Internet y apoyo

Opciones:

Descripción de las opciones: option de durée de 5 fois 1 an

5.1.2. Lugar de ejecución

Dirección postal: 7C, place du Dôme

Localidad: Paris La Défense CEDEX

Código postal: 92073

Subdivisión del país (NUTS): Hauts-de-Seine (FR105)

País: Francia

5.1.3. Duración estimada

Fecha de inicio: 30/10/2026

Duración: 3 Años

5.1.4. Renovación

Número máximo de renovaciones: 5

5.1.5. Valor

Valor máximo del acuerdo marco: 752 085,00 EUR

5.1.6. Información general

Participación reservada:

La participación no está reservada.

Deben indicarse los nombres y las cualificaciones profesionales del personal encargado de ejecutar el contrato: Requisito en oferta

Proyecto de contratación pública no financiado con fondos de la UE

La contratación pública está cubierta por el Acuerdo sobre Contratación Pública (ACP): sí

Esta contratación también es adecuada para las pequeñas y medianas empresas (pymes): sí

Información complementaria: Validité de l'offre limitée à 6 mois

5.1.9. Criterios de selección

Fuentes de los criterios de selección: Anuncio

Criterio: Otros requisitos económicos o financieros

Descripción del criterio de selección: Aptitude à exercer l'activité professionnelle Le candidat devra adresser avec sa demande de participation les imprimés DC1 et DC2 dûment complétés et signés. Ces documents sont à se procurer à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> 1) Pour les candidats établis "en France" : - la transmission du numéro unique d'identification (SIREN) délivré par l'INSEE, ou bien Carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers (original ou copie) datant de moins de 3 mois par rapport à la date limite de réponse ou un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes morales ou physiques en cours d'inscription. 2) Pour les candidats établis "hors de France" : - un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ou, pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de 3 mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre. -un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France. - une déclaration sur l'honneur de paiement des sommes dues au titre des amendes pour non-déclaration de travailleurs détachés (R.2143-8 du Code de la commande publique et R.1263-12 du Code du travail). Pour tous les candidats : 1) (pour les entreprises de plus de 20 salariés) qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. 2) ne pas être dans l'un des cas prévus au 1° de l'article 5 duodecies du règlement n°2022/576 du 8 avril 2022 du Conseil de l'Union européenne concernant les mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine 3) Candidat faisant partie du groupe

EDF ou du groupe de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) Afin de s'assurer du respect des dispositions des articles L111-10 et suivants du code de l'Energie, un candidat ou un membre du groupement contrôlé directement ou indirectement par une société par EDF ou la CDC devra produire dans son dossier de candidature une déclaration indiquant le détail du lien capitalistique avec l'une des sociétés précitées Ces éléments produits en langue française sont à fournir par les candidats individuels, par chacun des membres d'un groupement candidat et, le cas échéant, par les sous-traitants présentés.

Los criterios se utilizarán para seleccionar a los candidatos que serán invitados a la segunda fase del procedimiento

Criterio: Otros requisitos económicos o financieros

Descripción del criterio de selección: Capacité économique et financière : Bilans ou extraits de bilan - fournir un bilan et un compte de résultats (ou à défaut un rapport d'activité) sur les trois derniers exercices démontrant la solvabilité de leur entreprise ; Banque et assurances Le candidat doit fournir les déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents. Le candidat doit fournir la liste des éventuelles opérations de rachats ou de fusions de sociétés sur les 3 dernières années.

Capacité technique et professionnelle Le candidat doit fournir un dossier de candidature reprenant : une présentation succincte de la société (raison sociale, adresse, identifiant TVA, SIRET, Code NAF, domaines d'interventions, chiffre d'affaires global réalisé en France et dans le monde lors des 3 dernières années, références...). - Par ailleurs, le candidat indique dans ce même document autoportant les éléments suivants : o L'effectif total de la société, au global et en France o Le taux de renouvellement du personnel sur les 3 dernières années o La constitution du groupement d'entreprises (le cas échéant) Aptitude technique et

professionnelle : L'avis au JOUE prévoit les critères d'aptitudes suivants : - Présenter des références clients (si possible) et le nombre d'années d'expérience dans le marché ; - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique ; - Bilans ou extraits de bilan, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi. Il n'est pas prévu de critères de sélection. La liste longue sera égale à la liste courte. Cependant, une recevabilité technique (PASS or FAIL) est prévue en amont de valider les fournisseurs aptes à participer à la consultation (dont une soutenance technique aura lieu dans le bureaux du siège social de RTE): - Le candidat doit disposer d'une solution de type « SaaS » (Software as A Service) : le service est hébergé en externe du SI de RTE sous la responsabilité du titulaire. Fournir des éléments permettant de justifier l'existence de cette solution ; - La solution doit être accessible en client léger via un navigateur supporté par RTE à savoir Edge Chromium ; - Disposer d'une solution exploitable en langue française ; hotline et documentation, y compris ; - La solution est mise à disposition de RTE et de ses filiales et permet la création de comptes utilisateurs dédiés aux équipes de chaque entité du groupe RTE qui en fait la demande ; - Avoir à minima un interlocuteur commercial francophone pour une communication à l'oral et à l'écrit en français.

Los criterios se utilizarán para seleccionar a los candidatos que serán invitados a la segunda fase del procedimiento

Información sobre la segunda fase de un procedimiento de dos fases:

Número mínimo de candidatos que serán invitados a la segunda fase del procedimiento: 0

Número máximo de candidatos que serán invitados a la segunda fase del procedimiento: 0

El procedimiento se desarrollará en fases sucesivas. En cada fase, pueden eliminarse algunos participantes

5.1.10. Criterios de adjudicación

Criterio:

Tipo: Precio

Descripción: BPU toute options incluses - définis dans le document de la consultation

Categoría del criterio de adjudicación de peso: Ponderación (puntos, exacto)

Criterio de adjudicación: número: 40

Criterio:

Tipo: Calidad

Descripción: Note technique - critères de mieux-disance définis dans le document de la consultation

Categoría del criterio de adjudicación de peso: Ponderación (puntos, exacto)

Criterio de adjudicación: número: 50

Criterio:

Tipo: Calidad

Descripción: Note RSE - critères de mieux-disance définis dans le document de la consultation

Categoría del criterio de adjudicación de peso: Ponderación (puntos, exacto)

Criterio de adjudicación: número: 10

5.1.11. Pliegos de contratación

Lenguas en las que los pliegos de contratación están disponibles oficialmente: francés

Plazo para solicitar información complementaria: 11/05/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Hora de Europa Oriental, hora de verano de Europa Central

Dirección de los pliegos de contratación: <http://rte-france.bravosolution.com>

5.1.12. Condiciones de la contratación pública

Condiciones de presentación:

Presentación electrónica: Obligatoria

Dirección para la presentación: <http://rte-france.bravosolution.com>

Lenguas en las que pueden presentarse las ofertas o solicitudes de participación: francés

Catálogo electrónico: No autorizada

Variantes: Permitida

Los licitadores pueden presentar más de una oferta: No autorizada

Plazo de recepción de solicitudes de participación: 15/05/2026 17:00:00 (UTC+02:00) Hora de Europa Oriental, hora de verano de Europa Central

Condiciones del contrato:

La ejecución del contrato debe realizarse en el marco de programas de empleo protegido: No

Condiciones relativas a la ejecución del contrato: VOIR DOCUMENT DE MARCHÉ

Es necesario un acuerdo de confidencialidad: sí

Información adicional sobre el acuerdo de confidencialidad: l'adresse de la plate-forme achats : <https://rte-france.bravosolution.com>

Facturación electrónica: Obligatoria

Forma jurídica que deba adoptar un grupo de licitadores que resulte adjudicatario de un contrato: RTE se réserve le droit de demander au groupement sa transformation en groupement solidaire ou avec mandataire solidaire lors de l'attribution du marché, dans la mesure où cette transformation est nécessaire à la bonne exécution du marché. En cas de candidature en groupement, l'ensemble des pièces demandées aux III.1.1) à III.1.3) doit être fourni par chacun de ses membres. Sauf cas prévus à l'article R. 2142-26 du Code de la Commande Publique, la composition du groupement candidat à un avis d'appel à la concurrence ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Estructura financiera: Financiamiento sur ressources propres. Paiement à 49 jours à compter de la date d'émission de la facture » (sauf réglementation particulière en terme de délai de paiement relative à l'activité).

5.1.15. Técnicas

Acuerdo marco:

Acuerdo marco sin convocatoria de nueva licitación

Número máximo de participantes: 3

Información sobre el sistema dinámico de adquisición:

Ningún sistema dinámico de adquisición

5.1.16. Información adicional, mediación y recurso

Organización encargada de los procedimientos de recurso: Tribunal Judiciaire de Nanterre

Información sobre los plazos de revisión: Référé précontractuel prévu aux articles 5 et suivants de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique. Le recours doit être formé avant la conclusion du contrat. Référé contractuel prévu aux articles 11 et suivants de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique. Le recours doit être formé au plus tard le trente et unième jour suivant la publication au Journal officiel de l'Union européenne de l'avis d'attribution du contrat ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat. En l'absence de la publication d'avis ou de la notification, la juridiction peut être saisie jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat en vertu de l'article 1441-3 du code de procédure civile.

Organización que proporciona información adicional sobre el procedimiento de contratación:

Réseau de Transport d'Electricité (RTE)

Organización que proporciona acceso fuera de línea a los documentos de la contratación:

Réseau de Transport d'Electricité (RTE)

Organización que proporciona más información sobre los procedimientos de recurso: Tribunal Judiciaire de Nanterre

Organización que recibe solicitudes de participación: Réseau de Transport d'Electricité (RTE)

Organización que tramita ofertas: Réseau de Transport d'Electricité (RTE)

8. Organizaciones

8.1. ORG-0001

Denominación oficial: Réseau de Transport d'Electricité (RTE)

Número de registro: 444 619 258 02482

Departamento: Direction des Achats

Dirección postal: 7C place du Dôme

Localidad: Paris La Défense CEDEX

Código postal: 92073

Subdivisión del país (NUTS): Hauts-de-Seine (FR105)

País: Francia

Punto de contacto: Juan-Carlos MONTENEGRO - Direction des Achats

Correo electrónico: juan-carlos.montenegro@rte-france.com

Teléfono: 0033628839471

Dirección de internet: <https://www.rte-france.com>

Perfil de comprador: <https://rte-france.bravosolution.com>

Funciones de esta organización:

Comprador

Organización que proporciona información adicional sobre el procedimiento de contratación

Organización que proporciona acceso fuera de línea a los documentos de la contratación

Organización que recibe solicitudes de participación

Organización que tramita ofertas

8.1. ORG-0002

Denominación oficial: Tribunal Judiciaire de Nanterre

Número de registro: 17780111500151

Departamento: Instance chargée des procédures de recours

Dirección postal: 179-191, avenue Joliot-Curie

Localidad: Nanterre

Código postal: 92020

Subdivisión del país (NUTS): Hauts-de-Seine (FR105)

País: Francia

Punto de contacto: Instance chargée des procédures de recours

Correo electrónico: accueil.tj-nanterre@justice.fr

Teléfono: 01 40 97 10 10

Dirección de internet: www.cours-appel.justice.fr/versailles/tribunal-judiciaire-de-nanterre

Terminal de intercambio de información (URL): <http://rte-france.bravosolution.com>

Funciones de esta organización:

Organización encargada de los procedimientos de recurso

Organización que proporciona más información sobre los procedimientos de recurso

8.1. ORG-0000

Denominación oficial: Publications Office of the European Union

Número de registro: PUBL

Localidad: Luxembourg

Código postal: 2417

Subdivisión del país (NUTS): Luxembourg (LU000)

País: Luxemburgo

Correo electrónico: ted@publications.europa.eu

Teléfono: +352 29291

Dirección de internet: <https://op.europa.eu>

Funciones de esta organización:

TED eSender

Información del anuncio

Identificador/versión del anuncio: eb329bcd-1e11-46bb-93bc-f0b6907bb7b9 - 01

Tipo de formulario: Licitación

Tipo de anuncio: Anuncio de contrato o de concesión. Régimen normal

Subtipo de anuncio: 17

Fecha de envío del anuncio: 23/04/2026 09:29:14 (UTC+00:00) Hora de Europa Occidental, GMT

Lenguas en las que este anuncio está disponible oficialmente: francés

Número de publicación del anuncio: 283458-2026

Número de la edición del DO S: 80/2026

Fecha de publicación: 24/04/2026